



Centre commémoratif national Beechwood

Visite pour réconcilier l'histoire

Pendant plus d'un siècle, jusqu'en 1996, le gouvernement canadien a retiré au moins 150 000 enfants autochtones de leurs familles pour les placer dans des pensionnats indiens créés par ses soins et gérés par des églises chrétiennes. Des milliers sont morts de maladie, de négligence ou d'accident; beaucoup ont subi des abus physiques, spirituels et sexuels. En 2008, les survivants ont obligé le Premier ministre à présenter des excuses « pour avoir si profondément manqué à son devoir envers eux ». En 2015, la Commission de vérité et réconciliation (CVR) a qualifié les pensionnats de « génocide culturel ».

Depuis 2014, Beechwood Services funéraires, cimetière et crémation et la Fondation du cimetière Beechwood ont collaboré avec la communauté autochtone pour créer le programme Réconcilier l'histoire. Beechwood s'est associé à la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et à KAIROS Canada. Dans un but ultime d'éducation et de sensibilisation, Beechwood s'efforce de montrer les deux facettes de l'histoire sans exclure l'impact que de nombreux Canadiens éminents enterrés sur nos terrains ont eu sur la communauté autochtone. Mais en choisissant plutôt de mettre en valeur à la fois leurs réalisations et leurs défauts pour offrir une vision équilibrée de l'histoire.

Le programme Réconcilier l'histoire vise à favoriser le respect et la guérison par l'éducation. La visite pour réconcilier l'histoire se concentre spécifiquement sur celles et ceux qui ont été impliqués avec la communauté autochtone. Des personnes qui, comme le Dr Peter Henderson Bryce, a documenté la crise sanitaire dans le système des pensionnats tout en travaillant aux Affaires indiennes, et comme Nicolas Flood Davin, qui a rédigé le rapport utilisé comme fondement pour la création des pensionnats.

1. Le Dr Peter Henderson Bryce (17 août 1853 – 15 janvier 1932) a été le premier secrétaire du Provincial Board of Health of Ontario de 1882 à 1904, alors qu'il fut nommé médecin-chef du ministère fédéral de l'Immigration. Bryce a été embauché (à l'époque) par le ministère des Affaires indiennes à Ottawa pour faire un rapport sur les conditions de santé du système canadien des pensionnats dans l'ouest du Canada et en Colombie-Britannique.

Son rapport n'a jamais été publié par le gouvernement, mais a été publié par Bryce en 1922 sous le titre *The Story of a National Crime: Being a Record of the Health Conditions of the Indians of Canada from 1904 to 1921*. Bryce affirmait que les enfants autochtones inscrits dans les pensionnats étaient privés de soins médicaux adéquats et de conditions de vie hygiéniques. Il suggérait des améliorations aux politiques nationales concernant les soins et l'éducation des peuples autochtones. Il mentionnait que le manque de certitude quant au nombre exact de décès était dû, en partie, aux rapports officiels soumis par les directeurs des pensionnats et « à la manière défectueuse dont les déclarations avaient été faites ». Il fit appel de sa retraite forcée de la Fonction publique en 1921 mais fut débouté, et il publia par la suite son rapport éliminé condamnant le traitement des Autochtones par le gouvernement du Canada.

2. Nicholas Flood Davin (13 janvier 1840 – 18 octobre 1901) était avocat, journaliste et homme politique, fondateur et rédacteur en chef du *Regina Leader*, premier journal d'Assiniboia. Il a tenté d'obtenir un statut provincial pour le territoire. Il était un ardent défenseur du droit de vote des femmes. Davin est considéré comme l'un des architectes du système des pensionnats indiens du Canada. En 1879, il rédigea le *Report on Industrial Schools for Indians and Half-Breeds*, également connu sous le nom de rapport Davin, dans lequel il conseillait au gouvernement fédéral d'instituer des pensionnats pour les enfants autochtones. En fin de compte, la mise en œuvre du programme des pensionnats s'est avérée avoir un impact négatif sur la population autochtone, qualifié de « génocide culturel ».

3. William MacDougall PC CB (25 janvier 1822 - 29 mai 1905) était avocat, homme politique canadien et l'un des Pères de la Confédération. Une fois le dominion formé, il fut ministre des Travaux publics dans le gouvernement Macdonald. Il fut nommé lieutenant-gouverneur de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest en 1869. Cependant, lorsque McDougall tenta d'entrer dans la Terre de Rupert par la rivière Rouge depuis le territoire du Dakota, il fut refoulé près de la frontière par la rébellion de Louis Riel avant de pouvoir établir son autorité à Fort Garry (maintenant Winnipeg au Manitoba). Les dépêches sur microfiche à la bibliothèque principale de la ville de Toronto comprennent sa demande d'envoi de 1 000 soldats britanniques sur l'autorité de la reine Victoria. MacDougall fut membre du mouvement nationaliste Canada First et il épousa des opinions profondément anti-catholiques et anti-autochtones. Il a également été qualifié de « vaniteux, erratique et irrémédiablement entêté ».

4. Duncan Campbell Scott CMG FRSC (2 août 1862 - 19 décembre 1947) était un fonctionnaire canadien, poète et prosateur. Il fut surintendant adjoint du ministère des Affaires indiennes de 1913 à 1932. Il appuya la politique assimilationniste du gouvernement envers les Premières nations, les Inuits et les Métis du Canada. En 1920, sous la direction de Scott et avec l'assentiment des chefs des groupes religieux les plus impliqués dans l'éducation des autochtones, la Loi sur les Indiens fut modifiée pour obliger tous les enfants autochtones âgés de sept à quinze ans à fréquenter l'école. La fréquentation d'un pensionnat fut rendue obligatoire, bien qu'une lecture du projet de loi 14 indique qu'aucun type particulier d'école n'était stipulé. Scott était en faveur des pensionnats pour les enfants autochtones, car il croyait que les soustraire aux influences de leur foyer et de la réserve accélérerait la transformation culturelle et économique de l'ensemble de la population autochtone. Lorsqu'un pensionnat était le seul type d'école disponible, l'inscription au pensionnat est devenue obligatoire et les enfants autochtones furent contraints de quitter leur foyer, leur famille et leur culture, avec ou sans le consentement de leurs parents. Aujourd'hui, Scott est plus connu pour sa mise en œuvre de cette politique, en particulier pour l'éducation obligatoire des enfants autochtones. La Commission de vérité et réconciliation du Canada a qualifié cette politique de génocide.

5. Olive Patricia Dickason CM (6 mars 1920- 12 mars 2011) était une historienne et journaliste métisse canadienne. Elle a été une figure clé de l'étude de l'histoire autochtone dans le monde universitaire canadien. En 1970, à 50 ans, elle s'inscrivit au programme d'études supérieures de l'Université d'Ottawa. Elle dut lutter contre les idées préconçues du corps professoral concernant l'histoire autochtone. Elle termina sa maîtrise à l'Université d'Ottawa deux ans plus tard, avec sa thèse intitulée *Louisbourg and the Indians: A study in imperial race relations, 1713-1760*, et son doctorat en 1977. Sa thèse de doctorat, intitulée *Le mythe du sauvage*, fut finalement publiée tout comme *Canada's First Nations: A History of Founding Peoples from Earliest Times* et *The Native Imprint: The Contribution of First Peoples to Canada's Character -- Volume 1, To 1815* (1995), qu'elle a révisés. En outre, elle a également écrit *Arts indiens au Canada*, qui a remporté trois prix de conception et de design, et a coécrit *The Law of Nations and the New World*. Elle a enseigné à l'Université de l'Alberta de 1976 à 1992.